

du Col de Tende qu'il jeta pour la première fois un oeil avide sur ces belles plaines de l'Italie, dont la conquête était dès lors l'objet de ses méditations.

Alors Bonaparte était rentré pleinement en grâce auprès de Salicetti et d'Albittet, qui étaient toujours représentants près de l'armée d'Italie, et qui s'efforçaient, par des marques non équivoques de déférence, de lui faire oublier les défiances qu'ils avaient conçues contre lui.

Deux nouveaux représentants, Ritter et Turreau, leur avaient été adjoints par le comité de Salut public. Ils avaient assisté à cette dernière campagne, et l'un d'eux, si l'on en juge par les égards qu'il lui témoignait dès son arrivée, avait dû recevoir en faveur de Bonaparte des instructions secrètes de quelques membres du comité de Salut public, sinon du Comité tout entier. C'était Turreau (Louis Turreau de Linieres, né à Orbéc, alors âgé de trente-quatre ans). Selon l'usage des conventionnels mariés qui étaient envoyés en mission près des armées, Turreau était accompagné de sa femme. Mme Turreau, jeune et très-jolie personne, fort instruite et fort aimable, partageait et parfois dirigeait la mission de son mari. Elle était fille d'un chirurgien de Versailles, et avait reçu une éducation soignée. Turreau et surtout Mme Turreau se prirent tout de suite d'une véritable admiration pour Bonaparte, et n'en firent point mystère. Ils ne juraient que par lui, et ils le traitaient avec la plus grande faveur. Bonaparte se montra très-sensible à ces marques d'estime et d'amitié, et il en était heureux et d'autres égards. Il commençait à se plaire dans la société des femmes, et Mme Turreau avait fait sur lui une vive impression, dont il n'était pas sans principes d'abuser le moins du monde. Toutefois, il se montra plus galant auprès d'elle qu'il ne l'avait été auprès de la belle Mme Ricord et de Mme Charlotte Robespierre, dont la figure ouverte, quoique sévère, et les traits réguliers et fins lui avaient plu beaucoup aussi. Il ne dédaignait pas d'ailleurs de faire sa cour sans bassesse aux représentants du peuple en mission et aux personnes de leur famille, quand il sentait quelque sympathie pour eux. Peut-être aussi y avait-il là un motif intéressé, mais après tout naturel et légitime : « C'était un avantage immense de leur plaire, a-t-il dit lui-même ; car, en ce temps de l'absence des lois, un représentant du peuple était une véritable puissance. » Malgré tout cela, cette sorte de raison d'Etat paraît avoir été étrangère à sa galanterie près de Mme Turreau. Il était tout simplement heureux et fier de lui plaire, parce qu'elle était belle, spirituelle et aimable. Ce sentiment de vanité juvénile qu'il éprouvait lui fit même faire une sottise qu'il se reprocha amèrement et dignement plus tard. Racontons cette circonstance. Nous avons dit que Mme Turreau suivait son mari partout dans sa mission. Un jour Bonaparte, qui s'était rendu en compagnie des représentants Ritter et Turreau, pour faire une reconnaissance, dans les environs du Col de Tende, donnait le bras à Mme Turreau et se promenait avec elle au milieu des positions de l'armée ; tout à coup il eut l'idée de la faire assister au spectacle d'une petite guerre. On sait que, dans cette tête, l'exécution suivait de près la conception. Il ordonna sur-le-champ une attaque d'avant-poste à la battonnette. Les Français furent vainqueurs, mais cette escarmouche n'était pas absolument nécessaire en ce moment, et elle pouvait même avoir des conséquences fâcheuses. Plus tard, Napoléon s'est reproché cet acte, qu'il a qualifié lui-même d'abus d'autorité.

Quant à nous, ces petites faiblesses ne nous déplaient pas ; cela accidentait le tableau, qui deviendrait d'une monotonie fatigante si la pâte de la palette n'était pénétrée de génie ; un petit grain de faiblesse humaine réjouit l'œil et rapproche un peu les distances. Hélas ! attendons quinze ans, et malheureusement ce souhait de quelques taches dans le soleil ne sera plus à former.

Bientôt le représentant Turreau et sa femme quittèrent l'armée d'Italie ; Bonaparte s'en éloigna également, et l'on se perdit de vue. Toutefois, il revint un jour Mme Turreau, la belle représentante de Nice, d'ancienne et douce connaissance ; mais elle était bien changée, à peine reconnaissable. La fortune des deux amoureux avait suivi une marche inverse. Bonaparte était devenu empereur des Français, et Mme Turreau, dont le mari était mort en 1799, était tombée dans la plus profonde misère. Le malheur l'avait vieillie avant l'âge. Elle vivait tristement à Versailles, des secours de quelques parents qui n'étaient rien moins que riches. Elle se sentait malheureuse de leur être à charge. On l'engageait sans cesse à s'adresser à cet ancien ami, maintenant couronné, qui pouvait la tirer si aisément de sa triste situation, et elle l'avait fait, et c'était là un de ses plus grands chagrins. Elle avait en effet écrit directement à Berthier, qui était aussi de Versailles, et, de plus, son ami d'enfance, le priant de lui faire avoir une audience de l'Empereur ; mais sa lettre était restée sans réponse. Une fois même, elle s'était décidée à écrire directement à Napoléon, à qui la missive n'était point parvenue. Mais si le grand maître des cérémonies manquait de mémoire, Napoléon en avait pour deux. Mme Turreau ne comprenait rien à ce silence, bien que ses malheurs et la perte de sa beauté lui eussent appris à quoi tient le cœur des hommes. Elle

ne pouvait croire à tant de dédain et à tant d'oubli de la part d'un homme qui lui avait paru si bon et si généreux lorsqu'elle l'avait connu à Nice, et qui même, pour tout dire, lui avait semblé un peu amoureux d'elle, quelque respectueux qu'eût été cet amour. Elle ne se trompait pas ; Napoléon ne l'avait point oubliée, mais la demande de Mme Turreau avait paru à Berthier devoir être importune à l'empereur, et il ne lui en avait point fait part. Ce fut Napoléon qui, le même jour de chasse à Versailles, se souvint d'elle. Il savait qu'elle était née dans cette ville ; elle lui avait souvent parlé, à Nice, des premières scènes de la Révolution dont elle avait été témoin, lorsqu'elle était toute jeune fille. Son souvenir lui revint vivement à l'esprit, et les plaisirs de la chasse ne furent plus pour lui qu'un accessoire. Il la nomma tout haut avec intérêt, parut désirer la voir, et demanda à Berthier, qui l'accompagnait, s'il savait ce qu'elle était devenue. Berthier, jusque-là si indifférent, s'empressa de s'incliner sous le désir du maître, et Mme Turreau fut appelée. L'empereur lui fit le plus gracieux accueil, et, comprenant à son costume plus que modeste et à la tristesse de son visage la fâcheuse position où elle était tombée, il lui dit entre autres choses : « Mais comment ne vous êtes-vous pas servie de nos connaissances communes de l'armée d'Italie pour arriver jusqu'à moi ? » Et, en disant ces paroles, il lançait un regard à Berthier. « Hélas ! sire, répondit Mme Turreau, nous ne nous sommes plus connus dès qu'ils ont été grands et que je suis devenue malheureuse. » Elle comprit alors que Berthier avait négligé de parler d'elle à l'Empereur ; mais cette femme délicate n'ajouta rien de plus. Comme on le voit, le jeune Bonaparte avait su bien placer ses affections. Mme Turreau n'eut qu'à se féliciter de cet entretien, qu'elle ne devait guère qu'à un heureux hasard. Le lendemain, l'empereur ordonna à Berthier de lui faire compter 100,000 fr. sur sa cassette. « Je ne veux pas, lui avait-il dit en donnant cet ordre, que mes plus anciens amis soient malheureux ; sous mon règne. » Le prince de Wagram, dont le cœur ne sut jamais être à la hauteur de sa fortune, comprit-il ? cela est probable ; car Napoléon savait accentuer ses mots. Il eut toujours pour son ancien camarade de l'armée d'Italie la plus vive affection, affection que n'affaiblirent même pas les honteuses déflections de celui-ci. « Pour toute vengeance, disait-il en 1815, je voudrais contempler un instant cet imbécile de Berthier dans son costume de capitaine des gardes de S. M. Louis XVIII. » Le mot souligné, appliqué à un prince, est sanglant, mais il était mérité.

« Pour toute vengeance... » Napoléon eut tout entier dans ces trois mots ; il ne savait pas haïr ceux qui avaient été jadis ses amis ; et, dans les circonstances où il avait le plus à se plaindre de leur ingratitude du même de leurs trahisons, les bons rapports qu'avait eus avec eux le général Bonaparte revenaient immédiatement à la mémoire du maître irrité. On a vu ce qu'en trois jours, du 19 au 22 septembre, avait accompli la bravoure française. Après cette campagne si courte, terminée par l'heureux combat de Cairo, l'armée se tint sur la défensive, et Bonaparte ne prit plus, comme commandant en chef de l'artillerie, que des mesures d'ordre pour le maintien des positions acquises et l'armement des côtes de la Méditerranée. Il s'acquitta de tous ces devoirs avec une activité et un zèle extraordinaires, dont témoignent les ordres et les nombreuses lettres de service qu'il adressa, du mois d'octobre 1794 au mois de mai 1795, aux officiers qui relevaient de lui. Toute cette activité était dépensée en vue d'un grand objet qu'il se proposait, quand tout à coup l'entrée au comité de Salut public d'un ennemi de la Révolution vint l'arrêter douloureusement dans sa carrière.

Nous abordons ici une des phases les plus importantes de la vie de Bonaparte ; c'est la triste histoire de ses démêlés avec ce fameux Aubry, fameux seulement par son injustice calculée et obstinée, qui faillit briser pour toujours cette fortune destinée à un si grand éclat. Cette histoire, très-curieuse à plus d'un titre, ne nous semble avoir été approfondie et éclaircie par aucun historien, sans en excepter M. de Coston, qui n'en dit que ce que cent autres en avaient dit avant lui. Tous, en effet, parlent de la malveillance d'Aubry pour Bonaparte, sans s'inquiéter des causes. Nous avons été assez heureux pour les découvrir, à force de les rechercher ; et nous allons les exposer avec détail, car rien ne paraît plus singulier, quand on n'en a pas pénétré le secret, que ce changement subit qui s'opéra au sein du comité de Salut public à l'égard de l'armée, et dans la direction de la guerre, pendant les quatre mois moins deux jours qu'Aubry en fut chargé. Il y a là un mystère qui n'a pas assez préoccupé les historiens de la Révolution. La trahison était entrée au comité avec cet Aubry, et nous le prouverons. Pour cela, il nous faut recourir aux conjectures, aux hypothèses, aux inductions ; on sait que c'est armé de ce flambeau, ou, si l'on veut, de cette lanterne sourde, qu'il est souvent nécessaire de se diriger dans les broussailles et les sentiers rocailleux qui couvrent encore certains parages inexplorés du domaine de l'histoire. C'était la méthode de Condillac ; ce sera aussi la nôtre.

Commençons tout d'abord par rappeler un

point que nous avons suffisamment établi et qui n'est plus douteux aujourd'hui qu'aux yeux de ceux qui ont intérêt à le nier : Bonaparte était sincèrement républicain ; non pas républicain par calcul, mais républicain par conviction. L'enfant rêveur de la grotte de Milleville était républicain, l'écolier de Brienne était républicain, le convive de Beaucaire était républicain, le lieutenant de Carteaux et de Dumerbion, l'ami de Robespierre jeune était républicain. Le coup de tonnerre du 14 juillet avait retenti jusque dans les profondeurs de son âme ; les grands actes de la Convention parlaient fortement au cœur du Corse et de l'ami de Paoli. En ce temps-là, la Révolution comptait des ennemis jusque dans les corps chargés de la défendre ; car on sait qu'à toutes les époques de bouleversements sociaux, il se trouve des hypocrites qui s'attellent au char du progrès avec l'espoir de l'enrayer. Aubry était un de ces hommes ; et tout ce qui lui semblait de nature à pousser à la roue devait lui porter ombrage. Mais avant d'entamer ce chapitre, il convient de dire quelques mots du court intervalle qui sépara la mise à la réforme du général Bonaparte, événement qui a si fort marqué au début de sa vie. du moment où nous l'avons laissé après la vive campagne de trois jours qui se termina par le combat de Cairo.

Nous avons dit qu'après la cessation des hostilités, il s'était voué tout entier aux affaires de son arme et aux soins de l'autre objet dont il n'avait pas cessé d'être chargé : la défense du littoral, des golfes et des stations maritimes de cette longue étendue de côtes qui va de l'embouchure du Rhône à la rivière de Gènes, et dont nous possédions une partie. Il s'y voua en homme qui a le sentiment que les choses n'en resteront pas là ; qu'après un moment d'arrêt, il faudra poursuivre l'œuvre commencée, et, pour cela, se trouver armé sur toute la ligne pour la défense, afin de pouvoir agir plus librement et plus fortement dans l'attaque.

Quelques-uns de ces ordres méritent d'être rapportés. Le 18 vendémiaire an III (9 octobre 1794), il écrivait au citoyen Manceaux, si souvent cité plus haut :

« Le général d'artillerie de l'armée d'Italie au citoyen Manceaux, directeur d'artillerie à Port-la-Montagne :

« Nous venons d'occuper le fort de Vado, près de Savone, qui maîtrise la rade de Vado ; nous sommes obligés d'y placer huit pièces de 36. Je te prie d'en faire la demande à la marine. Si elle n'a pas d'affûts, envoie-moi toujours les pièces et 400 boulets de 36. J'en attends 6,000 au premier jour.

« BUONAPARTE. »

Pendant les trois derniers mois de cette année 1794, il écrit de Nice lettres sur lettres au même Manceaux à Toulon, au capitaine Perrier à Marseille, à d'autres officiers, et donne même des ordres en sa qualité de général de brigade d'artillerie.

Le 4 janvier 1795, il se rend à Toulon pour y surveiller les détails d'une expédition maritime qu'on méditait. Le 7 du même mois, il était à Marseille, et les pouvoirs que lui avaient conférés les délégués de la Convention étaient bien grands, puisque nous le voyons écrire de Marseille, sous cette date du 7 janvier 1795 (18 nivôse an III), ce qui suit :

« Le général commandant l'artillerie de l'armée au citoyen Manceaux, chef de brigade, etc.

« J'ai donné ordre à une compagnie de grenadiers de Paris, qui est arrivée à Avignon, de se rendre à Toulon, où elle prendra tes ordres ; j'ai ordonné à Faisand de te faire passer sur-le-champ les cinq milliers de poudre qui te reviennent. »

Le 22 mars, il était de nouveau à Toulon, où il donnait l'ordre suivant au citoyen Manceaux :

« 2 germinal an III.

« Il y a, dans la demi-lune de la porte d'Italie, des écouvillons et des lanternes sur les affûts. Je te prie de donner des ordres pour qu'on les retire ; tu sens l'inutilité de tenir le rempart de Toulon et les forts environnés armés.

« BUONAPARTE. »

Le même jour, il écrivait au même :

« Je donne ordre que l'on remette dix milliers de poudre, de celle destinée à l'expédition. »

Dans nos collèges, on a toujours admiré l'activité et la facilité de César dictant à ses secrétaires quatre lettres sur des sujets différents. Cette admiration devait singulièrement donner à rire à l'officier Bonaparte : son génie n'eût demandé que dix légions et beaucoup moins de dix ans pour ne faire qu'une bouchée de la Gaule.

Cet acte fut le dernier qu'il exerça comme général commandant l'artillerie de l'armée d'Italie. Le 10 floréal an III (29 avril 1795), en vertu d'un congé que lui avait envoyé de Marseille le représentant du peuple Bédoff, il quitta Toulon, en compagnie de l'inséparable Junot, revint un moment sa famille à Marseille, et, le 22 avril, en partit avec ses aides de camp, Junot et Louis Bonaparte. Il voulait profiter de l'inaction obligée de l'armée d'Italie pour venir à Paris conférer avec les membres du comité de Salut public de la grande expédition en Italie, dont il avait l'âme remplie. Il ignorait les changements survenus dans le comité,

où il comptait surtout trouver encore Carnot pour comprendre et y appuyer son projet ; il n'y trouva qu'Aubry et sa mise en non-activité.

Le 15 germinal an III (4 avril 1795), Aubry, ancien et médiocre officier d'artillerie, sorti de l'armée en 1790, député du Gard à la Convention nationale, l'un des signataires de la protestation du 6 juin 1793 contre les 31 qui furent mis en état de détention et réintégrés au sein de la Convention le 8 décembre 1794, Aubry, disons-nous, avait remplacé Carnot dans la direction des opérations militaires ; l'un de ses premiers actes dans ces fonctions, qui correspondaient à celles d'un véritable ministre de la guerre, fut la mise à la réforme du général Bonaparte et de Masséna, en même temps que d'un grand nombre d'autres officiers des armées de la République, connus par leur civisme et leur bravoure. Mais cet acte avait exigé quelque travail, et l'arrêté officiel n'avait pu être signifié du jour au lendemain. Il avait fallu à Aubry le temps de se reconnaître. On ne commet pas de pareilles énormités, même avec l'aide d'un conspirateur, sans y réfléchir quelque peu.

Nous avons prononcé le mot *énormité* ; en effet, le travail d'Aubry, qui éliminait le général Bonaparte de l'artillerie, y introduisait Aubry lui-même, et à quel titre ? comme général de division d'artillerie, inspecteur général de cette arme, chargé de la deuxième tournée, comprenant les départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure, du Calvados et de la Manche ; lui, Aubry, simple capitaine de cette arme, dont il avait cessé de faire partie depuis 1790 ! c'est cet homme qui se faisait tout d'un coup, et de son chef, général de division et inspecteur général d'artillerie. Comme on le voit, le mot *énormité* n'a rien d'excessif, appliqué à une pareille mesure.

Bonaparte, ignorant l'acte inouï qui le condamnait à l'inaction, au moment où il sentait bouillonner le génie militaire qu'il portait en lui, mit quelques jours à se rendre à Paris. Chemin faisant, il revint Valence ; il passa trois jours, du 29 avril au 2 mai, dans cette chère garnison où il s'était fait des amis qu'il n'avait pas oubliés et qui ne l'avaient pas oublié non plus. Il vit Mlle Bou ; mais, pour la première fois, il ne logea pas chez elle ; il avait promis à Suzy, qui, depuis, fut commissaire ordonnateur en chef à l'armée d'Italie, de descendre chez lui lorsqu'il passerait de nouveau à Valence, et il lui reçut l'hospitalité chez Mme de Suzy, mère de son ami. Il y visita la famille Aurel fils, dont il avait fréquenté si assidûment le cabinet littéraire. Il en partit le 2 mai 1795, et arriva quelques jours après à Paris, où il devait éprouver, pendant près de quatre mois, les déboires les plus inattendus.

Il logea, suivant les uns, rue des Fossés-Montmartre (aujourd'hui rue d'Aboukir) ; suivant d'autres, rue du Mail, près de la place des Victoires. Dès qu'il eut appris sa destitution et sans perdre de temps, il se mit à la recherche de ses amis, et de tous ceux qui pouvaient le servir dans les réclamations qu'il avait à présenter au citoyen Aubry.

Aubry ne consentit à le recevoir qu'une seule fois, et, l'arrêtant court dans ses questions, il lui reprocha d'être trop jeune pour commander en chef l'artillerie d'une armée. « On vieillit vite sur le champ de bataille, et j'en arrive, » répondit Bonaparte. Cette réponse déplut extrêmement à Aubry, qui, n'ayant appartenu à l'armée qu'en temps de paix, n'avait entendu le canon qu'au polygone : à partir de ce jour, il devint invisible pour le solliciteur. On eut beau même s'entremettre ; Aubry fut sourd à la voix de ses propres amis, et entre autres de son collègue Marboz, que Bonaparte avait connu à Valence. Marboz fit en sa faveur les plus actives démarches ; tout fut inutile. Il y avait plus que de l'amour-propre blessé dans cette conduite d'Aubry, il y avait, comme nous l'avons déjà fait pressentir plus haut... mais on le verra dans la suite de ce récit.

On n'a pas dit, mais cela est certain pour nous, que ce terrible jeune homme avait conçu, dès la première campagne dans les Alpes maritimes, un plan d'invasion en Italie, plan grandiose et identique, au fond, à celui qui fut exécuté plus tard ; que, dans sa liaison intime avec Robespierre jeune, il lui en avait fait confidence à Nice, et l'avait gagné à ce grand projet ; qu'enfin, dans les papiers saisis chez Robespierre l'année après le 9 thermidor, on avait trouvé des traces de ce projet, qui devait porter si haut la gloire de la République française. Si ces traces ne paraissent point dans le fameux rapport de Courtois, où celui-ci eut grand soin de ne mettre que ce qui pouvait tourner contre Robespierre, c'est que d'abord cette grande idée d'une expédition en Italie était une trop belle conspiration en faveur de la République française pour qu'on pût la lui imputer à crime. Quo Bonaparte en eût écrit à Maximilien Robespierre lui-même, avec des marques chaleureuses de dévouement à ses principes et à son caractère, compris autrement sans doute que l'histoire banale ne les présente, cela ne fait pas doute pour nous. Ces principes, assurément, n'étaient pas ceux des poules mouillées de la Convention ou du petit nombre de tralfes qui espéraient tirer de leur participation au 9 thermidor un compromis qui ferait leurs affaires ; et si Courtois, dans le fameux rapport qu'il présenta à la Convention nationale dans les séances du 5 janvier 1795 et jours